

Information hebdomadaire 40/88 CONFIDENTIELVisite du Ministre de l'économie et des finances de l'Uruguay

Le Ministre de l'économie et des finances de l'Uruguay, M. Ricardo Zerbino, a effectué une visite officielle à Berne le vendredi 7 octobre 1988. A cette occasion, le Ministre Zerbino et le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, Chef du Département fédéral de l'économie publique, ont procédé à la signature d'un accord bilatéral de promotion et de protection réciproques des investissements.

La visite du Ministre uruguayen de l'économie et des finances, qui assume les fonctions de président du Comité des négociations commerciales de l'Uruguay Round, a par ailleurs permis un large échange de vues sur le développement des négociations GATT dans la perspective de la réunion à mi-parcours de Montréal, début décembre. Les discussions ont donné l'occasion de vérifier l'existence d'une large convergence d'approche entre l'Uruguay et la Suisse en ce qui concerne l'essentiel des thèmes en discussion, en particulier ceux touchant aux tarifs, au fonctionnement du GATT, au règlement des différends, aux produits tropicaux, ainsi que la nécessité de remettre à l'avant-plan de la négociation l'aspect "rule making" du GATT qui s'était estompé ces derniers mois en raison de l'attitude et du désintérêt des "grands". Parmi les quelques sujets de divergence figure l'approche du problème de la protection de la propriété intellectuelle au GATT. Quant au volet agricole, les interlocuteurs suisses ont souligné à l'intention du Ministre Zerbino le désir de la Suisse d'être étroitement associée à la discussion en cours, sa disponibilité à faciliter un progrès substantiel dans ce secteur étant toutefois liée à une approche qui dépasse le court terme et qui vise l'établissement d'un système permanent de règles acceptables par tous

et applicables à tous. D'une manière plus générale, les interlocuteurs sont convenus de la nécessité d'obtenir des progrès sur un large front de la négociation afin d'assurer un véritable succès de Montréal et, au-delà, créer les conditions pour la finalisation de l'Uruguay Round.

La visite du Ministre Zerbino, qui s'est déroulée dans la meilleure atmosphère, a en outre donné l'occasion d'un bref tour d'horizon des relations bilatérales, jugées de part et d'autre comme excellentes, ainsi que des questions de l'endettement et de la coopération régionale dans le cône Sud de l'Amérique latine.

Le Ministre Zerbino a également rendu une visite de courtoisie au Président de la Confédération et Chef du Département fédéral des finances, le Conseiller fédéral Otto Stich.

H C R / Comité exécutif / 39ème session

Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire arrivera ce soir au terme de sa 39ème session (Genève, 3-10 octobre 1988). La délégation suisse y est conduite par le Chef de la Mission permanente de Genève.

En matière de protection internationale des réfugiés, le Comité exécutif a réaffirmé l'importance primordiale de la fonction de protection du Haut Commissaire et élabore des conclusions concernant notamment la promotion et la diffusion du droit des réfugiés, la solidarité internationale et la protection des réfugiés ainsi que les passagers clandestins en quête d'asile.

Au chapitre de l'assistance, la session a été l'occasion d'un débat de fond sur le lien entre l'aide aux réfugiés et le développement.

En ce qui concerne les finances et l'administration, le Comité exécutif approuvera cet après-midi les allocations révisées pour 1988 (420 millions \$, au lieu de 377,5 millions \$) et l'objectif financier pour 1989 (428,7 millions \$) au titre des programmes généraux ainsi que l'essentiel des propositions du HCR relatives au reclassement des postes.

Par ailleurs, la conférence internationale sur les réfugiés en Amérique centrale (Ciudad de Guatemala, mai 1989) et le projet de conférence sur les réfugiés d'Indochine ont reçu l'appui du Comité exécutif. Celui-ci a en outre décidé d'ouvrir ses sessions informelles et ses sous-comités aux Etats observateurs qui en feront la demande.

En ce qui concerne M. Jean-Pierre Hocké, cette session aura été un exercice globalement favorable. La question de sa réélection n'a pas été mentionnée en séance, mais le ton des manifestations de soutien à l'action du Haut Commissaire ainsi que l'expression nettement plus constructive de certaines critiques font apparaître la réélection de notre compatriote comme presque naturelle, au moins du point de vue des gouvernements. Il reste néanmoins que ceux-ci doivent faire connaître au Secrétaire général leur position favorable. Cette session aura contribué à les mobiliser dans ce sens.

Contribution pour le "Wochentelex"
(Informations hebdomadaires)

Négociations en matière d'indemnisation avec la RDA.
14ème réunion, les 3 et 4 octobre 1988 à Berlin

Le résultat du 14ème "round" des négociations en matière d'indemnisation entamées en 1973 (!) avec la République démocratique allemande, (Chef de délégation suisse: Godet; chef de délégation est-allemande: Mme Dr Mitschke), quoique modeste, peut être qualifié de positif, dans la mesure où les deux délégations ont chacune anticipé de nouveaux chiffres et comblé de la sorte une petite partie du large fossé qui les sépare encore. Les parties paraissent ainsi engagées dans la phase finale, celle du "marchandage", qui pourrait cependant se révéler longue et délicate.

La réunion de Berlin a permis aux délégations d'exposer et comparer leur méthode d'estimation et de constater qu'en dépit d'un certain rapprochement - prise en considération de la valeur fiscale dite "unitaire" comme valeur de référence pour les immeubles - les évaluations respectives, qui reposent sur des "philosophies" divergentes et inconciliables, conduisent naturellement à des chiffres fort différents.

La délégation suisse a dès lors plaidé une fois de plus en faveur d'une approche politique et pragmatique, seule à même de mener la négociation à bonne fin. La délégation est-allemande, dont le chef doit se tenir aux instructions, n'est toutefois habilitée à faire que les concessions préalablement arrêtées par ses autorités. Ce manque de flexibilité retarde évidemment l'issue.

Les deux délégations se rencontreront à nouveau à une date qui reste à convenir. A cette occasion, elles réviseront leurs chiffres, en vue de rapprocher les sommes en présence.

Parmi les questions en suspens figurent également les contre-prétentions de la RDA, les modalités de paiement de l'indemnité à verser à la Suisse, le taux de change et les intérêts moratoires, autant de problèmes dont la solution dépend en définitive du montant de l'offre est-allemande.

MUHEIM.



Original direkt weitergeleitet

Interne Verteilerliste

Betrifft: IH 40/88

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiter	Frau Hanselmann	
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Barras	BF
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Faivet	LA FB
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De DardeI	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Kaiser/Hr. Reich	GRP KA/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Bill Hr. Giovannini Hr. Högger	BH GI HL
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Leuzinger Hr. Pasquier	LP PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe Integrationsbüro EDA/EVD	Frau Schelling R. Minister Kellenberger	SGR Ke